

Rachid ZOUAIMIA

**Les instruments juridiques  
de la régulation  
économique en Algérie**

  
مصار بلقيس للنشر  
Maison d'édition Belkeise

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES ABREVIATIONS	3
INTRODUCTION	5
TITRE I – LE DUALISME INSTITUTIONNEL EN MATIERE DE REGULATION	13
Chap. I – La notion d'autorité administrative indépendante	14
Sect. I – La consécration de l'institution	15
I - Pourquoi des autorités administratives indépendantes ?	18
II - Le contenu de la notion	21
A - Les hésitations du législateur	22
B - Les éléments constitutifs d'une nouvelle catégorie juridique	23
1 - La notion d'autorité	23
2 - Le caractère administratif de l'autorité	25
3 - L'indépendance de l'organe	27
III - Le statut des autorités administratives indépendantes dans l'édifice institutionnel	31
Sect. II - Pertinence de la notion d'autorité administrative indépendante	34
I - Au plan organique	34
A - Composition	34
B - Le mode de désignation des membres des collèges	38
C - Le statut des membres : la notion de mandat	41
II - Au plan fonctionnel	45
A - Les règles ayant trait au fonctionnement des organes	45
1 - Les moyens juridiques : le règlement intérieur	45
2 - Les moyens financiers	49

3 – Les moyens en personnel	54
B - L'ambiguïté des rapports à l'exécutif	54
1 - Le pouvoir de contrôle des décisions réglementaires	54
a - La procédure de seconde lecture	55
b - Le procédé de l'homologation	55
2 - Le pouvoir de substitution	57
3 - Le pouvoir de passer outre les décisions des organes	58
<b>Chap. II - Les autorités commerciales indépendantes</b>	59
<b>Sect. I - La nature juridique controversée des agences</b>	60
I – Des autorités administratives indépendantes ?	60
A – Les thèses simplificatrices	60
B – Eléments critiques	63
II – Essai de qualification des agences	66
A – Le contenu juridique de la notion d'agence	66
B – La notion d'autorité commerciale ou le détour par le droit administratif classique	70
<b>Sect. II – La soumission des agences à un régime dualiste</b>	73
I – Le régime de droit commun	73
A – Le régime du personnel	73
B – Le régime des contrats	73
C – Le régime des biens	74
II – Le régime dérogatoire	76
A – Le statut juridique des membres de l'organe collégial	76
B – La soumission de certains contrats au régime des marchés publics	78
C – Le régime exorbitant des biens d'affectation	79
D – Le régime des actes unilatéraux	80

<b>TITRE II - LES FONCTIONS REGULATOIRES DES AUTORITES DE REGULATION INDEPENDANTES</b>	<b>84</b>
<b>Chap. I - Les compétences autres que répressives</b>	<b>88</b>
<b>Sect. I - Le contrôle de l'accès et la surveillance du marché</b>	<b>88</b>
I - Le contrôle de l'accès au marché	88
II - La surveillance du marché	91
<b>Sect. II - Le pouvoir réglementaire</b>	<b>97</b>
I - Un pouvoir réglementaire juridiquement fondé	100
A - L'étendue du pouvoir réglementaire	100
1 - Le Conseil de la monnaie et du crédit	100
2 - La Commission d'organisation et surveillance des opérations de bourse	102
3 - Les autorités de régulation des services publics en réseau	103
B - La constitutionnalité du pouvoir réglementaire	105
II - De la persistance de quelques incertitudes	110
A - Le Conseil de la concurrence : un pouvoir réglementaire inintelligible	110
B - La Commission de régulation de l'électricité et du gaz : un pouvoir réglementaire de fait	113
C - L'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications : l'ingérence dans le domaine de la loi	115
D - Le cas particulier de la Commission bancaire	116
<b>Sect. III - Les compétences arbitrales</b>	<b>118</b>
I - De la nature juridique des fonctions arbitrales	120
A - L'attribution sélective de compétences arbitrales aux autorités administratives indépendantes	120
1 - L'aménagement du cadre institutionnel de règlement des différends	120
a - La chambre arbitrale près la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse	120
b - La chambre arbitrale près la Commission de régulation de l'électricité et du gaz	122

c - L'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications	123
2 - Les compétences des organes en matière d'arbitrage	124
B - Le règlement des différends par voie de décision administrative	127
1 - Le caractère administratif attaché aux décisions de règlement des différends	127
2 - L'exercice de fonctions contentieuses : un procédé de régulation	131
II - Les garanties d'un règlement équitable des différends	135
A - Garanties d'impartialité et respect de l'égalité des parties	135
1 - Le principe d'impartialité	135
a - L'indépendance à l'égard du pouvoir exécutif	136
b - L'indépendance à l'égard des opérateurs du marché	139
2 - Le principe de l'égalité des armes	143
a - Le principe du contradictoire	143
b - Le droit à l'assistance d'un défenseur	145
B - Le contrôle juridictionnel des décisions de règlement des différends	146
1 - La question du recours juridictionnel	147
2 - La question épineuse du sursis à exécution	149
<b>Chap. II - Les compétences répressives</b>	<b>152</b>
<b>Sect. I - La mise en œuvre du pouvoir répressif</b>	<b>152</b>
I - L'empiètement sur les compétences du juge répressif	153
A - L'hérésie de la répression administrative	153
1 - Les facteurs explicatifs	154
2 - L'étendue de la répression administrative	155
B - Le fondement du pouvoir répressif	157
II - Le déroulement de la procédure répressive	161
A - La phase des enquêtes	161

1 - Les enquêtes non coercitives	162
2 - Les enquêtes coercitives	164
B - Les différents types de sanctions répressives	165
1 - Les sanctions restrictives ou privatives de droits	166
2 - Les sanctions patrimoniales	167
<b>Sect. II – L'étendue de l'encadrement du pouvoir répressif</b>	169
I - Garanties d'impartialité et respect des droits de la défense	170
A - Le principe d'impartialité	170
1 - Le régime des incompatibilités	170
2 - Le procédé de l'empêchement	173
3 - La généralisation du régime des incompatibilités	175
B - Le respect des droits de la défense	176
1 - L'accès au dossier	176
2 - Le droit à l'assistance d'un défenseur	178
II - La soumission du pouvoir répressif au contrôle juridictionnel	180
A - L'aménagement d'un recours juridictionnel	180
1 - L'éclatement de la compétence juridictionnelle	180
2 - Le maquis des délais de recours	183
B - Les restrictions apportées au pouvoir du juge : le sursis à exécution	184
<b>TITRE III - LES FIGURES DU DESORDRE</b>	189
<b>Chap. I – La question spécifique de l'interrégulation</b>	190
<b>Sect. I - Les enseignements du droit de la concurrence</b>	192
I - La répartition des compétences entre Conseil de la concurrence et autorités sectorielles	193
A - Des missions différentes	193
1 - Les autorités de régulation sectorielles ou la régulation <i>ex ante</i>	193

2 - Le Conseil de la concurrence ou la régulation <i>ex post</i>	195
B - Des compétences distinctes	195
II - Le traitement de l'interrégulation par le droit de la concurrence	200
<b>Sect. II - Le contenu subversif des législations sectorielles</b>	203
I - En matière de pratiques restrictives	204
II - En matière d'opérations de concentration d'entreprises	206
<b>Sect. III - Un nouvel ordre de cohabitation du sectoriel et du général</b>	208
I - Le choix laissé aux opérateurs ou le droit d'option	208
II - Les perspectives ou l'éviction du Conseil de la concurrence des secteurs soumis à une autorité de régulation	210
<b>Chap. II - Le régime contentieux des autorités administratives indépendantes</b>	213
<b>Sect. I - Le contentieux de la légalité</b>	213
I - Quel juge compétent ?	213
II - De quelques interrogations soulevées par les textes institutifs des autorités administratives indépendantes	221
A - De la constitutionnalité des textes législatifs	221
B - Le caractère dérogoire de la procédure contentieuse	226
1 - Le foisonnement des délais de recours	226
2 - Le sursis à exécution	228
<b>Sect. II - Le contentieux de la responsabilité</b>	231
I - Les carences de la loi	231
A - Le dispositif de droit commun	232
B - Le dispositif relatif à la concurrence	234
II - Le droit applicable au fond du litige	236
A - La position de la Cour suprême	237
B - La jurisprudence du Conseil d'Etat	239

C - Eléments d'appréciation critique	240
CONCLUSION	243
BIBLIOGRAPHIE	246
TABLE DES MATIERES	263